



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Libéralisation du commerce (page 3)

# Remède ou placebo ?



La libéralisation de l'importation de certains produits vivriers qui était censée être une solution à la hausse des prix de ces produits n'en a pas été une.

SOCIETE

COMMERCE

SPORT



Le rêve Serbie

Le rêve Serbie · Une histoire qui se termine mal (page 6)



BBN

BBN à la rescousse du respect des normes de qualité (page 7)



Football

Coup de projecteur sur les joueurs internationaux (page 12)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



## Editorial

## L'inflation alimentaire ne faiblit pas



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

En pleine période de soudure, les prix des denrées alimentaires affichent une allure ascendante. En l'espace d'un mois, les cours des produits alimentaires enregistrent une hausse de 2,5%. Les ménages subissent de plein fouet les effets de la spirale inflationniste.

Les fonctionnaires n'arrivent pas à joindre les deux bouts du mois. En plus d'autres dépenses (loyer, eau, électricité, transport, etc.), les ménages urbains paient un lourd tribut. Les conséquences de l'inflation touchent sévèrement les habitants des milieux ruraux en proie à l'insécurité alimentaire.

En glissement annuel, l'indice global des prix à la consommation est en hausse de 20,9% pour le mois de septembre 2022 contre une hausse de 19,6% pour le mois précédent. Jamais les statistiques n'ont jamais été si proches de la réalité. Ces données traduisent la crise alimentaire qui prévaut dans le pays.

La sécheresse prolongée n'augure rien de bon. Les aléas climatiques ponctués par la

pénurie récurrente des intrants agricoles risquent de gonfler les effectifs des malnutris qui se comptent par milliers.

En moyenne, 60 mille enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère bénéficient d'une prise en charge au Burundi. Les femmes enceintes et les mères allaitantes ne sont pas à l'abri du danger. Par conséquent, les retards de croissance affectent des proportions élevées d'enfants dans les provinces les plus touchées.

La province de Karusi reste l'une des provinces les plus touchées par le retard de croissance avec une prévalence avoisinant 62%. Un taux largement supérieur à la moyenne nationale qui oscille autour de 56% alors que le seuil d'alerte est fixé à 30%. La pauvreté monétaire dans les ménages

handicape les efforts visant à éradiquer la faim et, partant, la malnutrition. Les ménages ont du mal à se procurer les aliments de base et encore moins aspiré à un repas équilibré. Les enfants et les femmes sont touchés de manière disproportionnée par la malnutrition.

La levée de l'interdiction de l'importation des denrées alimentaires notamment les céréales n'a pas produit l'effet escompté sur le marché intérieur. Les cours des grains de maïs et leurs dérivés enregistrent une hausse exponentielle. Aux grands maux, de grands remèdes, dit-on. Face à la flambée fulgurante des prix qui étranglent les ménages, le gouvernement devrait penser aux solutions d'urgence.

En 2017, alors que le pays connaissait une hausse

historique des prix des denrées alimentaires suite au phénomène climatique baptisé el niño à l'origine du déficit hydrique, le gouvernement a détaxé les produits vivriers. L'exonération des taxes pour six produits, à savoir : le riz, les graines de maïs, le manioc, la farine de maïs et de manioc et le haricot sec a provoqué une chute des prix sur le marché pendant trois mois.

Le kilo de riz tanzanien frôlait les 2 000 FBu alors qu'actuellement le prix de ce produit avoisine 4500 FBu. Pour le moment, l'exonération des denrées alimentaires pourrait alléger le fardeau des ménages à défaut de l'instauration d'une indemnité inflation collective.

### Vers l'extension du projet «KIRINZARA» à toutes les écoles du Burundi

Des milliers d'élèves de l'école fondamentale sont nourris à l'école. Ceci entre dans la politique nationale d'encourager les élèves à rester à l'école.

Le gouvernement du Burundi souhaite désormais étendre à toutes les écoles ce programme de restauration scolaire porté par la première dame Angeline Ndayishimiye. « Un repas quotidien à l'école signifie une meilleure nutrition, une meilleure santé, un meilleur accès à l'éducation et de meilleurs résultats », peut-on lire sur le compte twitter de la présidence du Burundi.

Le projet Kirinzara soutenu par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) aura permis de maintenir les élèves à l'école. Selon le journal La Voix de l'Enseignant, ce programme de cantines scolaires permettait de nourrir jusqu'à 670000 élèves en mai 2022.

### Naufrage d'un bateau bourré de marchandises

Les informations recueillies au port de Rumonge indiquent qu'un bateau en provenance du port de Rumonge a fait naufrage dans les eaux congolaises dans la nuit de samedi le 22 octobre 2022. Cet accident serait lié aux vents violents et à la surcharge.

Ce bateau battant pavillon burundais circulait entre la ville de Rumonge et la petite ville côtière de Baraka dans la province du Sud Kivu en République Démocratique du Congo était plein à craquer. Il transportait à son bord 4 700 casiers de boissons de la Brarudi et des portes et fenêtres métalliques fabriquées à Rumonge à destination des chantiers de maisons de Baraka.

Un vent violent a percuté et a fini par détruire ce bateau qui s'est retrouvé au fin fond des eaux du lac Tanganyika. Les 6 membres d'équipage s'en sont sortis indemnes. Ils ont rejoint la rive à la nage et grâce aux gilets de sauvetage qu'ils portaient.

Les voyageurs et les transporteurs demandent à l'Autorité Maritime, Portuaire et ferroviaire de mettre sur chaque port d'embarcation un dispositif de secours en cas d'accident. Ils demandent à cet organe qui gère le transport lacustre de trouver des solutions à d'autres défis qui minent le secteur du transport lacustre surtout en ce moment où beaucoup de personnes commencent à emprunter la voie lacustre pour effectuer leur voyage.

Cet organe devrait réguler le tonnage des bateaux afin de limiter les cas d'accidents évitables qui emportent des vies humaines à cause de la négligence de certaines personnes.

### Le projet de Déviation de la RN1 prend forme



Les travaux de déviation de la RN1 débutent l'année prochaine. L'Agence Routière du Burundi (ARB) a déjà confirmé sur le plan de conception, la partie chinoise est en train de rédiger un dossier pour le lancement de l'appel d'offre. Il faudra six mois pour commencer les travaux dont 3 mois pour identifier le maître d'œuvre (une société de construction) et trois mois pour les préparatifs de ladite. « ...Si tout va bien comme prévu, les travaux commenceront au cours du premier semestre de 2023 », annonce faite par le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Albert Nshingiro.

La déviation part du rond point des Nations Unies puis traverse les quartiers Mutakura-Kinama-Carama pour déboucher sur la RN9 (Bubanza-Ndora). La route sera construite en 4 voies dont deux à deux seront parallèles dans chaque sens, lit-on sur le site de la RTNB. Le montant global de ce projet s'élève à 29,7 millions USD.

### Vers l'augmentation de la capacité de production



Dans l'objectif de mieux répondre aux besoins des clients directs et des consommateurs, la Brarudi fait savoir qu'elle est en train d'installer de nouvelles cuves de fermentation pour augmenter le volume des boissons pour l'année 2023. Les pieds des deux cuves de fermentation sont déjà positionnés et les travaux de soudure avancent bien. Cela au moment où on ne cesse d'observer une pénurie criante de ces produits et une spéculation inquiétante sur les prix.

BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint :  
Mélance Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 27 Octobre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2036	2069
Euro	2053	2086
Shi. Kenyan	16,7870	17,0577
Shi. Tanzanien	0,8732	0,8873
Shi. Ougandais	0,5338	0,5424
Fr Rwandais	1,9089	1,9397

## Détaxation de certains produits vivriers

# « Que la solution magique de 2017 soit réactivée »

La libéralisation de l'importation de certains produits vivriers qui était censée être une solution à la hausse des prix de ces produits n'en a pas été une. Il s'observe aujourd'hui une flambée exponentielle des prix sur le marché. Selon la ministre en charge du commerce, il y a de l'espoir que les prix vont se stabiliser. Mais pour certains importateurs, seule la formule d'exonération des importations pour les produits vivriers utilisée en 2017 est capable de régler l'affaire



Les prix des produits vivriers ne font qu'augmenter exponentiellement du jour au lendemain.

Contrairement aux attentes de plus d'un, la libéralisation de l'importation de certains produits vivriers comme les grains de maïs, mais aussi l'importation du ciment et du sucre n'a pas réussi à faire baisser les prix de ces produits sur le marché. Cette décision du 6 septembre 2022 a tant choyé plus d'un Burundais qui n'endossaient la hausse des prix des denrées alimentaires qu'au seul fait que les frontières étaient fermées et que les importations de ces produits étaient interdites. Pour certains, la production locale ne peut en aucun cas satisfaire la demande. De cette mesure, on attendait alors que les prix des denrées alimentaires, surtout ceux qui viennent de l'étranger baissent sur le marché », nous fait

savoir un citoyen. Au lieu de chuter, les prix des produits vivriers ne font qu'augmenter exponentiellement du jour au lendemain. Cela devient un fardeau pour les ménages vu que leurs revenus ne suivent pas le rythme.

### Et si on réessayait la détaxation de certains produits vivriers ?

Alexis Bitangimana importe différents articles de l'étranger. Selon lui, ce sont en grande partie les lourdes taxes imposées aux importateurs et les coûts de transport qui maintiennent les prix des produits

importés en hausse. Et si les prix augmentent sur les marchés d'approvisionnement, la même situation s'observe sur les marchés d'écoulement. « Tant que les taxes

à l'importation ne sont pas encore revues à la baisse, la baisse des prix des denrées alimentaires n'est pas pour demain », estime-t-il.

S'il parle de l'exonération de l'importation de certains produits, il fait allusion au bon souvenir de 2017. Le gouvernement du Burundi a pris au mois de mars 2017, la décision d'exonérer les taxes pour six produits, à savoir : le riz, les graines de maïs, le manioc, la farine de maïs et celle de manioc et le haricot sec. Cette mesure a duré 3 mois du 27 avril au 27 juillet 2017. Pendant cette période, les résultats ont été positifs. Comme l'effet d'un bâton magique, les prix ont soudainement chuté sur le marché. Le riz tanzanien qui était à 2200 FBu le kilo est donc passé à 2000 FBu. Le kilo de riz zambien est passé de 1800 FBu à 1600 FBu. Le prix des haricots selon leurs variétés a baissé d'entre 300 FBu et 500 FBu par kg.

Article	Prix/kilo juillet 2022	Prix/kilo octobre 2022
Riz tanzanien	3000	4300
Riz zambien	2500	3400
Haricot jaune	2400	2800
Haricot Kinure	1400	2000
Haricot Kirundo	1300	1800
Graines de maïs	1500	1900

### Entretiens, les consommateurs paient cher

Dans ce tableau, nous allons comparer les prix de certains denrées alimentaires du mois de juillet 2022 et ceux du mois d'octobre 2022.

### Y'aurait-il de l'espoir ?

Dans une conférence de presse qu'elle a animé ce mercredi 26 octobre 2022, la ministre en charge du commerce a fait savoir qu'il est encore très tôt pour que l'impact de la libéralisation de l'importation de certains produits vivriers se manifeste sur le marché. « Ça prend du temps sur toute la chaîne d'approvisionnement car si tu fais une commande, la marchandise ne peut pas te parvenir le même jour », précise-t-elle.

Elle précise qu'il y a espoir de parvenir à endiguer la hausse des prix des denrées alimentaires à travers la libéralisation de ces produits. « Nous espérons que les prix vont se stabiliser. Cela ne signifie pas que les prix vont diminuer mais quand même peuvent se stabiliser », fait-elle savoir. Elle appelle la population en général et les opérateurs économiques en particulier à augmenter la production afin de satisfaire le marché local.

Florence Inyabuntu

## AGRICULTURE

### Insuffisance d'engrais Fomi

# Les agriculteurs s'attendent à une insécurité alimentaire criante

Les agriculteurs lancent un cri d'alarme du fait qu'ils perçoivent encore des quantités d'engrais insuffisantes produites par la société Fomi. Si rien n'est fait dans l'immédiat, ils s'attendent à une insécurité alimentaire criante

Les agriculteurs alertent du fait que l'insuffisance des engrais produits par la société Fomi demeure un casse-tête. Cela ressort de la synergie des médias du 20 octobre 2022 organisée par les radios Izere FM, Isanganiro, Bonasha FM et Rema FM en collaboration avec le groupe de presse Iwacu, le Journal Burundi Eco et la plateforme des blogueurs Yaga.

Dans la province de Cibitoke, ils indiquent qu'ils bénéficient encore de quantités insuffisantes d'engrais alors qu'ils ont déjà payé la totalité des frais destinés à l'achat de cet engrais. De plus, ces agriculteurs doutent de la qualité de l'engrais de Fomi. Selon ces derniers, la raison est qu'ils constatent progressivement que le rendement tend à baisser. D'après eux, les engrais produits à l'étranger dénommés DAP ont bon rendement par rapport à ceux de Fomi.

Ceux de la province de Gitega s'inquiètent aussi du fait que la distribution des quantités insuffisantes des engrais produits par la société Fomi persiste. A titre illustratif, ils laissent entendre que seulement 10 agriculteurs par colline ont été servis le jour du reportage. Et, dans cette province, les données produites par la direction provinciale de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage indiquent que les quantités d'engrais



L'accès aux engrais de la société Fomi est critique.

déjà distribuées sont estimées à moins de 60%.

### Les agriculteurs qualifient le paiement des engrais de vol

A Makamba, l'accès aux engrais de la société Fomi est aussi critique. Les agriculteurs font savoir qu'ils paient de l'argent pour être servis en engrais. Pourtant, ils ne bénéficient pas de l'engrais payé en totalité. Et le pire est que ceux qui perçoivent ces frais refusent de

remettre l'argent à la population, s'inquiètent-ils. Les agriculteurs ne tournent pas autour du pot en qualifiant cela de vol, car l'argent qu'ils ont payé n'est pas remboursé. Dans cette province, la DPEAE Makamba ne nie pas ces accusations et fait remarquer que jusqu'à maintenant on a déjà distribué 64% des engrais Imbura, 92% de la dolomie, 16% des engrais Bagara et 35% des engrais Totahaza.

A Cankuzo, les agriculteurs vivent le même calvaire pour ce qui est de l'accès aux engrais de Fomi. « Nous

ne percevons pas les quantités d'engrais dont nous avons besoin même si nous payons les frais avant », confient-ils. De plus, ils précisent qu'ils perdent beaucoup de temps à la recherche des engrais de Fomi, car on a changé le lieu où on déposait ces fertilisants. Actuellement, tout le monde s'approvisionne au chef-lieu de la province Cankuzo. La DPEAE Cankuzo affirme que les engrais produits par Fomi sont insuffisants par rapport à la demande et informe que cette année cette province a besoin de 1500 tonnes d'engrais contre 350 tonnes l'année dernière.

D'autres agriculteurs qui se lamentent de la distribution insuffisante des engrais de Fomi sont ceux de la province de Kayanza. Dans cette localité, la plupart des paysans préfèrent actuellement de semer en comptant seulement sur les fertilisants organiques.

Ces agriculteurs demandent alors à l'Etat d'inverser la tendance dans la production des engrais. Ils se demandent pourquoi on n'autorise pas l'importation des fertilisants minéraux comme auparavant pour compenser le vide créé par la société Fomi. Sinon, ils alertent du fait que le pire est à craindre. Selon ces derniers, l'insécurité alimentaire pourra sévir dans la plupart des ménages si rien n'est fait dans l'immédiat.

### Fomi incapable de satisfaire la demande

Jean Marie Niyongabo de la FOP-ABu abonde dans le même sens. Il affirme qu'il a été démontré que la société Fomi ne parvient pas à satisfaire la demande des agriculteurs en engrais. Ce qui est, selon lui, à craindre, car le rendement est mauvais s'il n'y a pas de fertilisants en

suffisance. Pour cela, il demande à l'Etat de prendre cette question en main pour éviter que l'insécurité alimentaire ne s'aggrave. Niyongabo ne comprend pas la raison pour laquelle les paysans manquent de fertilisants produits localement.

Dans une réunion organisée par le premier ministre lundi le 17 octobre 2022, Herménégilde Manyange, directeur général adjoint de la société Fomi informe les agriculteurs qu'elle s'active pour satisfaire leurs besoins en intrants agricoles. A titre d'exemple, il signale qu'on a augmenté le personnel et espère que 70% des agriculteurs pourront être servis dans une semaine.

Clément Ndikumamasabo, cadre du ministère en charge de l'agriculture demande aux autres opérateurs économiques d'initier d'autres sociétés de production des fertilisants pour essayer de satisfaire la demande locale et parvenir même à les exporter.

Notons que malgré cette insuffisance des engrais, le document d'orientation de la politique environnementale, agricole et d'élevage de 2020 fait savoir que le secteur agricole revêt une grande importance pour l'économie burundaise, car il contribue à hauteur de 39,6 % au PIB, offre 84% d'emplois, fournit 95% de l'offre alimentaire et constitue le principal pourvoyeur de matières premières à l'industrie agricole. Et ce document conclut qu'il est possible d'accroître les performances du secteur agricole pour arriver à nourrir toute la population et dégager un surplus de production en combinant tous les éléments nécessaires constituant le paquet technologique.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## Lutte contre la malnutrition

## « Ne laisser personne de côté »

Plus de 50% des enfants de moins de 5 ans souffrent encore de la malnutrition chronique au Burundi. Ces statistiques sont de loin supérieures au seuil critique de l'OMS qui est de 5%. Ce qui est inquiétant, c'est que la situation peut s'empirer du jour au lendemain suite aux différents facteurs causaux, entre autres la pluviométrie incertaine et l'actuelle hausse des prix de presque tous les denrées alimentaires

Environ 60 mille enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère doivent être pris en charge chaque année au Burundi. La prévalence de la malnutrition aigüe globale, est proche du seuil d'alerte de 5% fixé par l'OMS. (UNICEF septembre 2022). Plus de 50% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'une malnutrition chronique. Cela a été mentionné par la ministre ayant la santé dans ses attributions, lors du forum des femmes leaders. Ces statistiques sont de loin supérieures au seuil critique de l'OMS qui est de 30%.

## Certaines provinces ont des chiffres alarmants

L'UNICEF alerte sur l'augmentation, ces derniers mois de l'année 2022, de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans. La province de Karuzi étant particulièrement concernée, avec des chiffres avoisinant 60%. Selon Nathalie Meyer, représentante ad-



Le Burundi a célébré la journée mondiale de l'alimentation à Ruyigi en date du 25 octobre 2022.

jointe de l'UNICEF au Burundi, ces statistiques sont inquiétantes pour la province, car cette situation affecte le développement de la petite enfance.

Selon l'enquête nutritionnelle 2022 menée par le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA et le Bureau National des Statistiques, la prévalence de la malnutrition aigüe globale dans la

province de Karuzi est de 4,7% avec 1,3% de malnutrition aigüe sévère. Mais, Karuzi reste l'une des provinces les plus touchées par le retard de croissance, avec une prévalence de 61,9% bien supérieure à la moyenne nationale de 55,8%. Depuis le début de cette année, le district sanitaire de Buhiga a accueilli 1315 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère, sur un total de 34 341 enfants SAM admis et traités dans tout

le pays. A Kirundo, 6 500 mères allaitantes et 14 500 enfants de moins de 5 ans sont sous traitement de la malnutrition aigüe. 45 000 enfants de moins de 2 ans et 22 000 mères allaitantes reçoivent des vivres à haute valeurs nutritives. (UNICEF septembre 2022)

## Une situation malnutritionnelle qui tend à s'empirer

Le Burundi fait actuellement face à de nombreux défis qui peuvent empirer la situation malnutritionnelle. Parmi ceux-ci, il y en a qui sont liés aux changements climatiques. Les précipitations irrégulières et un retard dans la distribution de l'engrais chimique qui se font remarquer aujourd'hui inquiète les agriculteurs. Car cela impacte d'une façon remarquable la production agricole quantitativement sachant que plus de 90% de la population burundaise vivent du secteur agricole.

La pénurie criante du carburant qui s'est observée ces derniers temps a fait que les coûts élevés du transport se répercutent sur les prix des denrées alimentaires. Alors, la flambée des prix de presque toutes les denrées alimentaires se fait remarquer aujourd'hui. Cela fait que l'accès à ces produits devient de plus en plus sélective selon les moyens financiers vu que la majorité de Burundais baignent dans une pauvreté sans nom. La diversification des aliments laisse à désirer pour beaucoup de ménages au Burundi. Pourtant, une bonne alimentation tient compte de la quantité mais aussi de la qualité des aliments. Le manque de moyens

financiers fait que la plupart de Burundais se contentent de la quantité plus que de la qualité des aliments.

## La malnutrition handicape le développement

La malnutrition handicape le développement, car elle coûte d'énormes sommes en argent au Gouvernement (prise en charge) et en terme de productivité aux communautés. Selon les données d'Ocha International, les pertes de productivité des individus souffrant de sous-nutrition ont été estimées à plus de 10% des revenus de toute leur vie, tandis que les pertes de productivité nationale attribuées chaque année à la seule malnutrition atteignent au moins 11% du produit intérieur brut en Afrique et en Asie.

Le Burundi a célébré la journée mondiale de l'alimentation à Ruyigi en date du 25 octobre 2022. Le thème de cette année est : « Ne laisser personne de côté. Améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie pour tous ». Lors de la semaine dédiée à l'alimentation, l'assistant du ministre ayant l'agriculture dans ses attributions a rappelé à la population que toute la récolte et la production animale en l'occurrence le lait, la viande et les œufs ne sont pas tous à écouler sur le marché, mais qu'il faut en fournir à leurs familles pour assurer une alimentation équilibrée.

Florence Inyabuntu

## PUBLICITE

## Jibu: Partenaire du cyclisme au féminin



Jibu, partenaire officiel de ce Tour, a fournis l'eau minérale pour toutes les participantes mais également aux spectateurs et autres invités de marque qui étaient conviés à la cérémonie.

Ainsi, les équipes de cyclisme ont pu compter sur Jibu pour rester bien hydraté durant toute la compétition qui comportait 6 étapes réparties sur différentes provinces et pour une durée de 6 jours.

Par ailleurs, les participants ont apprécié l'aspect pratique et respectueux de l'environnement de la Jibu 20L avec robinet qui est réutilisable contrairement aux petites bouteilles en plastiques qui hélas se retrouvent souvent à polluer les villes après de telles compétitions.

Notez que Jibu était au côté de la Fédération féminine de cyclisme du Burundi durant le Tour en 2021 et à réitéré son engagement à appuyer les activités sportives en faveur des femmes.



Ce Lundi 24 Octobre, s'ouvrait le Tour de Cyclisme Féminin International sur le sol Burundais.

L'ouverture de la deuxième édition de cette compétition s'est déroulée au Boulevard de l'Indépendance et réunissait 7 différentes équipes nationales dont le Kenya, la Tanzanie, le Bénin, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo et le Burundi.

## Réouverture des bureaux de change

## Les importateurs attendent la mise en œuvre effective de la mesure

Deux ans après la fermeture des bureaux de change, la Banque Centrale a levé les mesures restrictives prises en 2020, notamment la fermeture des bureaux de change. Mais leur réouverture n'a pas été immédiate. Il faudra préciser les modalités d'exercice de ce métier. Les importateurs demandent la rapidité pour pallier à l'impact que la mesure de 2020 avait engendré

Cette mesure prise dans le souci de renforcer la stabilité macroéconomique du Burundi ont été communiquées le 7 octobre 2022 par Dieudonné Murengeantwari, gouverneur de la BRB. La mesure a été accueillie avec soulagement mais les intervenants dans le secteur déplorent le retard dans la mise en œuvre de cette mesure.

## Les enregistrements continuent toujours

Les personnes désireuses d'ouvrir un bureau de change peuvent se faire enregistrer en complétant un formulaire se trouvant sur le site web de la BRB. Ce formulaire renseigne seulement sur le nom et prénom du demandeur, s'il est ancien opérateur ou pas, son adresse physique et ses contacts.

La cellule communication de la BRB indique que jusqu'à présent la BRB continue d'accueillir ceux qui le veulent et qu'aucun bureau de change n'est agréé jusqu'à maintenant. L'agrément sera conditionné par la signature d'un acte



Les anciens tenants des bureaux de change demandent à la BRB de rendre moins dures les conditions d'exercer le métier.

d'engagement sur le respect du cadre de règlement des bureaux de change. Les conditions d'agrément ne sont pas jusqu'ici connues. « Elles sont en train d'être élaborées », dit la BRB qui ne donne pas de délai.

## Les importateurs attendent impatiemment la mise en œuvre effective

S'il y a des personnes qui ont été tou-

chés par la fermeture des bureaux de change, ce sont les importateurs. Ils sont obligés de s'approvisionner en devises dans les banques commerciales. Malheureusement, celles-ci sont à court de devises. Les banques commerciales fournissent des devises aux importateurs des produits dits stratégiques. Il s'agit des médicaments, du carburant et des engrais chimiques. Ceux qui s'occupent du commerce d'autres biens se retrouvent ignorés et s'interrogent sur l'avenir de leur business.

Certains de ces importateurs qui se sont entretenus avec Burundi Eco ont fait savoir que la réouverture des bureaux de change constitue un espoir pour eux.

Ils déclarent s'approvisionner au marché noir malgré la décision de le supprimer. Mais pour eux, il n'y a pas d'autres choix pour trouver les devises et continuer à travailler.

Quelques jours avant la prise de ce-

tte mesure, il fallait avoir 3440 FBU pour acheter un dollar alors que le marché officiel affiche un taux de 2058 FBU. Après l'annonce de cette mesure, le prix d'achat a chuté de quelques centaines de FBU sur le marché noir (entre 3100 et 3150 FBU) pendant peu de jours et revenu ensuite à la situation initiale.

Les tentatives de supprimer le marché parallèle n'ont pas produit les effets escomptés. Plus de deux ans après la fermeture des bureaux de change, la pénurie de devises demeure une préoccupation.

Beaucoup de gens reviennent sur le fait que la BRB accélère le processus afin que le fardeau soit allégé.

## Les cambistes réclament des conditions moins dures

En attendant que les modalités d'exercice du métier de changeur soient révélées, les anciens tenants des bureaux de change demandent à la BRB de ne pas placer la barre très haut. Ils expliquent que même la précédente réglementation s'est révélée impossible à respecter.

Selon cette dernière, les changeurs étaient obligés de fixer des taux de change journaliers dont la marge bénéficiaire ne dépassait pas 15%, de délivrer des bordereaux après chaque opération, d'acquiescer un logiciel BUREX qui gère les opérations de change.

Dona Fabiola Ruzagiriza

## TRANSPORT

## Vers l'opérationnalisation des ports secs de Katosho et Kuala

L'espace de 10 hectares à Kuala et de 10 hectares à Katosho attribuée par la Tanzanie au Burundi pour y construire des ports secs permettra de désengorger les ports maritimes. Elle occasionnera la réduction des coûts de transport, la réduction de la distance, le choix des voies et la liaison du Burundi avec d'autres pays. Les autorités habilitées sont en train de voir comment opérationnaliser ces deux espaces

Un des deux accords bilatéraux signés entre le Burundi et la Tanzanie vendredi le 28 janvier 2022 à Bujumbura concernait la construction de deux ports secs, un à Kuala à 80 km de Dar-es-Salaam et un autre à Katosho à Kigoma. Ce qui facilitera la mobilité des biens et des personnes ainsi que le désengorgement des ports maritimes de Dar-es-Salaam et de Kigoma.

Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux reconnaît que l'espace a été déjà attribué.

« Nous sommes en train de nous organiser pour voir comment opérationnaliser cet espace, le clôturer, réfléchir à son aménagement, l'équiper et surtout éclaircir les aspects liés à la gestion », déclare-t-il avant d'annoncer qu'au terme de cet exercice, on pourra proposer le modèle à adopter pour rentabiliser cet espace.



Un espace de 20 hectares, soit 10 hectares à Kuala et 10 hectares à Katosho a été attribué au Burundi par la Tanzanie. On est en train de réfléchir à son aménagement et à sa gestion afin qu'il soit opérationnel. (Kobero : camions en provenance du port de Dar-es-Salaam)

## Multiplication des voies de désenclavement

Eric Ntangaro, secrétaire exécutif de l'Association des Transporteurs Internationaux du Burundi (ATIB) fait remarquer que le port sec de Kuala se situe en dehors de la ville de Dar-es-Salaam, soit à 2 heures de celle-ci.

Son utilisation permettra d'éviter les embouteillages dans la ville de Dar-es-Salaam. Par ailleurs, confirme M.Ntangaro, la distance entre Kuala et Dar-es-Salaam est de 80 km. « Les transporteurs vont gagner sur cette distance environ 100 litres de carburant si on considère qu'on effectuait un aller-retour sur ce tra-

jet et qu'on faisait des dépenses en consommation de carburant », se réjouit-il.

Et de marteler : « Des dépôts et des entrepôts sous-douane seront dédiés au pays. Ce qui impactera le chargement et le déchargement des marchandises ».

Pour ce qui est du port sec de Katosho, M.Ntangaro témoigne qu'il est situé à environ 200 km du port de Bujumbura.

« Il est plus proche du port de Bujumbura et il est facilement accessible par la voie lacustre (lac Tanganyika) et la voie routière en passant par la RN3 et la route Mungina-Mabanda-Nyanza lac. Pour les importateurs de la région Sud-Est et Sud-Ouest du pays, il leur sera facile de récupérer leurs produits, car ils se trouvent à une cinquantaine de kilomètres de Katosho », explique-t-il avant de renchérir : le port sec de Katosho facilitera la circulation des biens dans la sous-région et assurera la connexion également avec la République Démocratique du Congo (RDC) et la Zambie ».

Lors de la signature des accords bilatéraux entre le Burundi et la Tanzanie en janvier dernier, Dr Jilly Elibariki Maleko, ambassadeur de la Tanzanie au Burundi a indiqué que les ports secs propres à un pays lui épargne les frais de stockage. Cela permet aussi d'éviter les tracaseries liées au délai de grâce fixé à 14 jours au port de Dar-es-Salaam.

Les containers de ligne maritime qui stationnent plus de 14 jours au port de Dar-es-Salaam en Tanzanie tombent directement dans le « stockage ». Celui-ci occasionne à son tour le « demurrage ». Le transporteur est sommé de payer des amendes.

Mélance Maniragaba

## Les feux tricolores manquent de stabilisateurs pour réguler la tension du courant électrique

L'Agence Routière du Burundi (ARB) est en train de procéder à l'installation des stabilisateurs du courant électrique sur les 18 stations de feux tricolores installées à Bujumbura. Le processus arrive à la recherche d'une pièce type. Toutefois, cela ne va pas maintenir le courant électrique de la Regideso qui, lui seul, fait fonctionner ces installations et qui est soumis à des coupures répétitives

Les feux de circulation routière ou feux tricolores sont connectés sur le courant électrique de la Regideso. Autrefois, ils étaient même connectés sur l'énergie solaire dont les batteries sont déjà à plat et ne peuvent plus faire fonctionner ces installations. Malheureusement, ces feux manquent de stabilisateurs qui régulent l'arrivée du courant à leur disposition. L'installation initiale n'a pas prévu les stabilisateurs pour réguler la tension du courant électrique », explique Ir Régis Mpawenayo, directeur général de l'Agence Routière du Burundi (ARB).

Pour lui, les feux de circulation routière subissent la variation de l'intensité du courant électrique. Ce qui cause souvent des pannes ou leur dysfonctionnement. « Ceux-ci sont des défis très récurrents », déplore Ir Mpawenayo.



Les usagers des routes doivent respecter les feux de circulation routière, car ces derniers facilitent la régulation du trafic routier. Ceux qui les violent s'exposent aux accidents routiers et au paiement d'une amende de 50 000 FBu.

Le directeur général de l'ARB tranquillise sans préciser les délais que dans les jours à venir tous les feux tricolores fonctionneront normalement. Même ceux qui ont été endommagés seront réparés par l'ARB.

### Demande du stabilisateur type en cours

Quant aux stabilisateurs, Ir Mpawenayo indique que l'ARB a fait une demande chez les techniciens afin qu'ils puissent amener une pièce

type. Le coût de ce matériel n'est pas encore connu, selon toujours, le directeur général de l'ARB. Et de renchérir : « Après le test de son fonctionnement, l'ARB va acheter d'autres pièces à installer sur les 18 stations de feux tricolores ».

Ir Mpawenayo reconnaît qu'il existe des coupures du courant de la Regideso qui impactent le fonctionnement des feux de circulation routière. Malgré cela, il précise que les stabilisateurs qui seront in-

stallés ne vont pas maintenir le courant de la Regideso.

Le directeur général de l'ARB regrette que les usagers de la route cogne ces feux tricolores. « Lorsque nous les attrapons, le système cogneur-payeur est appliqué. Nous en avons appréhendé plus de trois. Leurs véhicules ont été saisis après le constat », martèle-t-il avant de rappeler que les véhicules saisis sont remis après la réparation des dommages.

### Se contenter d'abord de ce qu'on a

Ir Mpawenayo annonce que l'ARB projette étendre l'installation des feux de circulation routière dans pas mal de carrefours du pays.

Avant d'y arriver, informe-t-il, l'agence qu'il dirige s'attèle à ce que les feux de circulation routière déjà installés fonctionnent convenablement. Il en est de même de la réhabilitation des routes.

Ir Mpawenayo invite les usagers des routes à respecter les feux de circulation routière, car ces derniers facilitent la régulation du trafic routier. Il invite tout un chacun à dénoncer ceux qui les cognent et qui prennent fuite directement.

Le directeur général de l'ARB s'inquiète des conducteurs qui violent les feux de circulation routière. « Ceux-ci s'exposent aux accidents, surtout qu'il leur est difficile de voir la personne ou le véhicule qui vient dans la direction perpendiculaire. Cela sans oublier qu'ils s'exposent aussi à une amende de 50 000 FBu », signale-t-il.

Les feux de circulation routière se trouvent dans une seule ville, à savoir la capitale économique Bujumbura. Ils ont été installés sur 18 carrefours en 2017 par une entreprise chinoise dénommée Sinohydro Tianjin.

Mélance Maniragaba

## SOCIETE

## Le rêve Serbie : Une histoire qui se termine mal

Les Burundais avec un passeport ordinaire ne sont plus autorisés à se rendre en Serbie. Une décision qui a d'office condamné ceux qui avaient commencé le voyage et ceux qui avaient déjà payé les billets et le porte-parole du ministère de l'Intérieur enfonce le clou : ceux qui seront refoulés, le pays les attend pour qu'ils répondent de leurs mensonges qui ont terni l'image du pays

Le gouvernement serbe a pris la décision de mettre fin à l'accord signé avec le Burundi au début de l'année 2020 de se rendre en Serbie sans visa. Depuis le début de cette année, on estime que plus de 20 000 ressortissants burundais ont utilisé l'accord bilatéral comme base pour voyager vers la Serbie et ensuite se diriger vers d'autres pays européens tels que la Belgique, la Suisse, l'Italie, où ils vont demander l'asile.

L'Union Européenne s'est plainte à plusieurs reprises auprès de la Serbie, qui est un des sept pays candidats actuels à l'entrée au sein de l'UE. La Serbie avait les mains liées. Elle était contrainte d'appliquer les règles fixées au sein des pays de l'UE.

« L'accord comprend généralement une phrase qui stipule qu'en cas de problèmes de sécurité, de protection de la vie des citoyens ou pour toute autre raison, un pays peut prendre des mesures pour limiter le nombre de personnes qui entrent sur son territoire », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères, Sonia Inès Niyubahwe sur la Voix d'Amérique.



Les billets d'avion qui avaient été payés ne sont pas tous remboursables.

### Les condamnés de l'histoire

L'annonce est tombée alors que des Burundais étaient en route vers la Serbie. Le voyage a été interrompu par la décision de la Serbie de ne plus accepter les Burundais voyageant sans visas. La plupart étaient (le sont encore) bloqués dans des aéroports, soit Doha (Qatar), soit Istanbul (Turquie). Ils ne peuvent plus prendre un avion vers Belgrade. D'après les directives de l'association internationale du transport aérien « International Air Transport Association » (IATA), la compagnie qui accepte un passager qui n'a pas le droit d'entrer en Serbie, à l'arrivée, cette compa-

gnie est sanctionnée d'une amende de 10 000 USD et se retrouve dans l'obligation de reprendre le voyageur et de le ramener à son point de départ.

Selon un des passagers bloqués à Istanbul joint par la BBC, il explique qu'ils ont refusé la proposition de la compagnie Ethiopian Airlines de les ramener au pays. Ils expliquent qu'en s'aventurant à prendre ce voyage, ils avaient tous vendu ou avaient contracté des crédits dans les banques. Retourner au pays est équivalent à une condamnation. Sur son compte twitter du 23 octobre, le ministère de l'Intérieur fait état d'une centaine de refoulés.

### Tous les billets ne sont pas toujours remboursés

Les compagnies aériennes ont averti désormais les voyageurs que les règles ont changé pour les vols à destination de la Serbie. Malheureusement, il y a des Burundais qui avaient déjà réservé et payé un billet d'avion avant la décision serbe. Un autre coup dur est que tous les billets d'avion ne sont pas toujours remboursables. La raison est que les compagnies aériennes vendent différents types de billets, avec des conditions plus ou moins souples concernant la modification, l'annulation et le remboursement. Ceux présentant le plus d'avantages et de flexibilité sont également les

plus chers à l'achat et c'est pourquoi ils sont généralement non remboursables.

Cette situation a créé un climat de tension entre les agences de voyage et leurs clients. Certains responsables des agences de voyage ont déjà reçu des convocations. Les clients les accusent d'escroquerie et ne comprennent pas pourquoi ils ne seront pas remboursés.

### Les refoulés seront poursuivis par la justice

Selon le journal belge La Libre Belgique, le nombre de demandeurs d'asile burundais a été multiplié par 8 au cours des trois derniers mois. Jusqu'à 90 % d'entre eux ont utilisé la Serbie comme route. Là encore, ce n'est pas tout le monde qui parvient à bénéficier du droit d'asile. Pour avoir ce droit, il faut expliquer le pourquoi de l'asile et montrer les preuves. A défaut, ils risquent d'être refoulés dans le pays d'origine. Et le porte-parole du ministère de l'Intérieur a fait savoir que ceux qui seront refoulés seront poursuivis par la justice à l'arrivée au pays. Selon Pierre Nkurikiye, les gens qui demandent l'asile mentent et disent qu'ils étaient persécutés au Burundi. Leur péché est d'avoir terni l'image du pays.

Le 23 octobre, le ministère de l'Intérieur a interdit les départs des Burundais munis de passeports ordinaires avec visas vers la Serbie depuis l'aéroport de Bujumbura et même via les pays voisins. Une interdiction qui mettait fin à plusieurs mois de flux migratoire vers ce candidat potentiel à l'entrée à l'UE.

Dona Fabiola Ruzagiriza

L'assurance Eco Sure Iteka

Pour couvrir les charges liées à l'enterrement des personnes décédées

Après l'assurance Eco Sure Inkingi, Sasai Fintech, connue sous la marque commerciale Ecocash vient d'introduire au Burundi une nouvelle assurance dénommée, Eco Sure Iteka. Cette dernière vient couvrir toutes les charges liées à l'enterrement des défunts assurés. Une innovation technologique. Les opérations se font électroniquement en utilisant la carte Sim d'Econet Wireless



Eco Sure Iteka vient couvrir les moyens utilisés dans l'organisation des cérémonies d'inhumation des personnes décédées.

Sasai Fintech a procédé jeudi le 20 octobre 2022 au lancement officiel d'une nouvelle assurance dénommée, Eco Sure Iteka. Cette assurance qui vient s'ajouter à l'assurance Eco Sure Inkingi va permettre aux gens qui auront souscrit à cette assurance bénéficier des soins de santé en cas d'accidents mais plus principalement vient couvrir les moyens utilisés dans l'organisation des cérémonies d'inhumation des personnes décédées, a indiqué Célestin Bukene, chargé des produits d'assurance au sein de Sasai Fintech.

« C'est un nouveau produit qui vient répondre à un besoin de taille. Chaque fois que quelqu'un meurt, les gens se réunissent pour organiser et rassembler les moyens parfois difficiles à réunir pour pouvoir inhumer les leurs. Cette assurance vient résoudre tous ces problèmes », explique-t-il.

Finis le stress de l'organisation des obsèques

Selon M. Bukene, si une personne qui a souscrit à cette assurance

meurt d'une mort naturelle ou par accident (exceptés les cas de suicide), Eco Sure Iteka va aider dans les activités liées à l'enterrement. Il précise qu'EcoSure Iteka va collaborer avec les pompes funèbres. « Des contrats de partenariat vont être signés avec les pompes funèbres pour faciliter ce processus ». Ce sont ces dernières qui vont aider dans l'organisation des obsèques du début à la fin notamment la disponibilité des cercueils, des tombes, des véhicules de transport des défunts, l'aménagement des lieux au cimetière, etc.

Ce n'est pas tout. « La salle et les boissons pour la levée de deuil seront assurées. Après tout, la famille bénéficiera d'une enveloppe qui va couvrir quelques besoins », affirme le chargé des assurances au sein de Sasai Fintech.

Trois bouquets sur la table

Les personnes pouvant souscrire à l'assurance Eco Sure Iteka doivent avoir un âge compris entre 18 et 65 ans. Néanmoins, les parents peuvent faire assurer leurs enfants de moins de 18 ans. L'assurance Eco Sure Iteka dispose de trois bouquets, notamment Mahoro dont la contribution mensuelle est de 3500 FBu par personne, Nyenyeri dont la contribution mensuelle est de 12500 FBu et Mwakaka dont la contribution mensuelle est de 18500 FBu.

Célestin Bukene explique que chaque bouquet contient des sous bouquets réservés aux familles et aux groupes de personnes. Les tarifs diminuent en conséquence. Les groupes sont de 4 catégories.



Pour souscrire à l'assurance Eco Sure Iteka, il suffit d'avoir une carte Sim Econet Wireless et de composer \*400\*6#.

De 2 à 9 personnes, de 10 à 30 personnes, de 31 à 60 personnes et de 61 personnes et plus. Bukene fait savoir que les tarifs vont en diminuant pour chaque groupe.

L'organisation des enterrements varie selon le bouquet souscrit. Forfaitairement, les sommes qui seront décaissées par Eco Sure Iteka seront de 2,5 millions de FBu pour le bouquet Mahoro, 6 millions de FBu pour le bouquet Nyenyeri et 12 millions de FBu pour le bouquet Mwakaka. Eco Sure Iteka collabore avec l'assurance Ucar-Vie. C'est cette dernière qui va débloquent l'argent après avoir vérifié si la personne est réellement morte. Il affirme que le déblocage des fonds sera rapide. En moins de deux jours, les frais funéraires pourront être décaissés, rassure M. Bukene tout en informant que deux documents seront

exigés, entre autres l'attestation de décès octroyé par un médecin du gouvernement et une attestation de confirmation délivrée par un administrateur communal.

Pour souscrire à l'assurance Eco Sure Iteka, il suffit d'avoir une carte Sim Econet Wireless et de composer \*400\*6#. Les transactions se font en ligne et sont sécurisées, tranquillise Célestin Bukene.

Il profite de l'occasion pour remercier les personnes et les sociétés partenaires qui recourent déjà aux services d'Eco Sure Inkingi (met un accent particulier sur les accidents) et appelle toutes les personnes à recourir à ce nouveau produit d'importance capitale pour les familles.

COMMERCE

BBN à la rescousse du respect des normes de qualité

Le jus au gingembre produit par certaines unités de transformation ne respecte pas les normes de qualité. La raison est qu'il leur manque des équipements adéquats et qu'elles ne respectent pas les procédés technologiques. Le BBN compte ramener à l'ordre tous les détenteurs des unités de transformation qui ne respectent pas les normes de qualité



La plupart des unités de transformation qui fabriquent les produits à base de gingembre ne le font pas avec professionnalisme.

La plupart des unités de transformation qui fabriquent les produits à base de gingembre ne le font pas avec professionnalisme, a indiqué Severin Sindayikengera, directeur général du Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité «BBN» mardi le 25 octobre 2022 dans une conférence de presse.

L'exemple évoqué ici est le produit dénommé Jus au gingembre. Selon Sindayikengera, après le contrôle effectué par BBN, il a été constaté que ce jus n'est pas un simple jus comme on le sous-entend car le degré d'alcool de ce produit dépasse les normes exigées pour qu'il s'appelle jus au gingembre. «En principe, le degré d'alcool de ce jus devrait être inférieur à 0,5%. Pourtant, après quelques jours, il est souvent de 2%», confie Sindayikengera.

Le pire est que ce produit à base de gingembre peut contenir du méthanol, du butanol, etc au lieu du fameux alcool éthylique.

La raison de ce calvaire est que ces unités de transformation sont artisanales. Il leur manque des équipements adéquats et elles ne respectent pas les procédés technologiques. Suite à ce calvaire, la fermentation n'est pas stable.

Pour éviter que ces unités de production des produits à base de gingembre continuent à tromper les consommateurs, le BBN leur a demandé de changer d'appellation et de devenir des «boissons alcoolisées à base de gingembre».

Pour combattre toutes ces anomalies

qui s'observent dans le domaine de la transformation agro alimentaire, Sindayikengera fait savoir que le gouvernement en collaboration avec le BBN ont accordé un délai de 45 jours à toutes les unités de transformation pour qu'elles soient en ordre avec la loi. Et ce délai va prendre fin jeudi le 27 octobre 2022.

Après cette date, Sindayikengera fait remarquer que les agents du BBN vont effectuer des descentes sur terrain pour se rendre compte s'il y a des unités de transformation qui sont en ordre avec la loi ou pas. Celles qui ne sont pas en ordre se-

ront sanctionnées conformément à la loi, précise Sindayikengera. «La raison pour laquelle, le gouvernement commence à être strict dans le contrôle de qualité est qu'il s'observe pas mal d'opérateurs économiques qui se sont arrogés le droit d'exercer le commerce des produits non certifiés pouvant être nuisibles à la santé. Il y en a à tire larigot dans différents marchés et d'autres coins du pays et cela au vu et au su de tout le monde», renchérit-il.

Accréditation du BBN : le train est en marche

C'est pour cela que Sindayikengera informe le public que dans le cadre de la promotion de la qualité on s'active pour que les laboratoires du BBN soient accrédités. Il s'inquiète du fait que même si ce bureau est capable de certifier les produits fabriqués localement, ces derniers ne peuvent pas franchir les marchés régionaux ou internationaux pour la simple raison que le BBN n'est pas encore doté de certificats systèmes malgré qu'il existe depuis les années 1990.

Pourtant, Sindayikengera fait remarquer que les laboratoires du BBN sont maintenant réhabilités. Ce bureau est aussi doté de pas mal d'équipements que même les laboratoires accrédités tant au niveau régional qu'international ne disposent plus. Selon toujours Sindayikengera, certaines actions sont en train d'être menées pour que les laboratoires du BBN soit accrédités.

«Nous avons un expert de nationalité française financé par le projet Mark up qui est en train de nous aider», martèle-t-il. Et de se réjouir du fait que l'étape déjà franchie est bonne puisque l'accréditation des laboratoires est un long processus. On analyse si le personnel est suffisant et compétent. On vérifie le nombre d'échantillons analysés par an, les équipements, les manuels à remplir, etc. Pour toutes ces raisons, Sindayikengera espère que les laboratoires du BBN seront accrédités d'ici peu de jours.

Selon toujours lui, il en est de même pour d'autres certificats systèmes. «Nous avons des experts de l'Ile Maurice et du Sénégal financés par le projet Mark up sous l'appui de l'Union Européenne et du Centre du Commerce International qui nous aident dans le processus de bénéficier des certificats systèmes pour que les services que nous offrons soient reconnus dans le monde entier », explique-t-il. C'est le certificat ISO 17020, renchérit-il. Pour la certification, c'est ISO 17025. Et Bientôt, Sindayikengera indique qu'on va certifier Azania qui fait la mouture du blé et Fruito. «Avec l'appui de la société suisse SQS, on prévoit se doter d'autres certificats comme ISO 9001 qui montre les bonnes pratiques d'hygiène. Au total, on cherche cinq ISO», éclaire-t-il

Sindayikengera conclut en signalant qu'on compte actuellement plus de 700 unités de transformation agroalimentaire au niveau national.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# Les resto-bars sont-ils autorisés à majorer les prix des produits Brarudi ?

Désormais, les détenteurs des bars et restaurants dits VIP ont le droit de majorer les prix des boissons de la Brarudi au-delà des prix officiels. Mais l'autorisation doit être accordée par l'administration locale après avoir constaté que le bénéficiaire le mérite compte tenu des investissements injectés dans son business et de la qualité des services que le bar en question offre aux clients. Cela a été annoncé par la ministre en charge du commerce lors de la présentation des réalisations de son ministère au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2022-2023.



Le respect des prix officiels des produits Brarudi dans les bars VIP ne fait pas l'unanimité.

Les détenteurs des bars et restaurants VIP ont désormais le droit de majorer les prix des produits Brarudi au-delà des prix officiels. Pour y arriver, ils sont appelés à s'adresser à l'administration locale afin d'avoir une autorisation spéciale de majorer les prix des boissons de la Brarudi. Toutefois, cette majoration doit se référer aux normes et aux services de qualité que le bar en question offre aux clients. La majoration des prix doit se référer également aux coûts des investissements que les détenteurs des bars et restaurants ont injecté dans leur business. Cela pour se conformer à la loi budgétaire en vigueur, car cette majoration des prix des boissons de la Brarudi engendrera effectivement la hausse des recettes à verser à l'Etat.

Cela a été annoncé mercredi le 26 octobre 2022 par la ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme Marie Chantal Nijimbere lors de la présentation devant la presse des réalisations de ce ministère au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2022-2023.

Pour Mme Nijimbere, les prix des produits Brarudi récemment annoncés sont des prix standards et généralisés sur tout le territoire national que ce soit pour les bars et

restaurants huppés ou les simples bistrotts. Mais elle est optimiste que les bars de haut standing sont érigés moyennant des investissements supplémentaires et conséquents par rapport aux bars simples. Raison pour laquelle, ils méritent une dérogation spéciale.

## Comment tout a commencé ?

Dimanche le 16 octobre, la Brarudi a officialisé la hausse des prix de

ses produits sur tout le territoire national. Le jour suivant, lundi le 17 octobre 2022, dans une réunion avec tous les intervenants dans le secteur agricole qui s'est tenue à Gitega, le premier ministre Gervais Ndirakobuca a annoncé que tous les bars doivent vendre les boissons de la Brarudi au prix officiel, excepté les hôtels. En conséquence, les bars et restaurants de haut standing ou dits VIP sont contraints de s'adapter à cette nouvelle décision.

C'est une information qui a été com-

mentée sur les réseaux sociaux. Les uns saluent cette décision parce qu'elle permet à toutes les personnes de fréquenter n'importe quel bar sans se soucier des prix. Mais pour d'autres, ce n'est pas possible que tous les bars sans exception vendent les boissons de la Brarudi à un même prix. Pourquoi ? Pour les bars simples, il est compréhensible de vendre les produits Brarudi au prix officiel. Mais pour les bars VIP, ceux qui offrent des services de qualité et qui ont des infrastructures, des jardins ou des meubles à couper le souffle, ils méritent de majorer les prix.

## Les bars huppés ont trouvé une stratégie pour contourner la mesure : exigence d'un droit d'entrée

Suite à cette décision de la primature, les bars VIP ont bel et bien respecté les prix officialisés par la Brarudi. Mais certains d'entre eux ont trouvé une stratégie pour contourner la mesure prise. Ils imposent le droit d'entrée à chaque personne.

A titre d'illustratif, un bar VIP dont nous nous réservons de citer le nom qui se trouve au centre-ville de Bujumbura, exige un droit d'entrée de 10 000 FBu. Ce qui empêche les amateurs lambda de la sainte mousse de le fréquenter malgré que les prix des produits Brarudi soient identiques partout au Burundi.

Gilbert Nkurunziza

## SOCIETE

# Rumonge : Vers la délocalisation du cimetière de Birimba ?

L'administrateur de la commune de Rumonge annonce la délocalisation du cimetière de la ville de Rumonge pour cause de manque d'espace. Il sera délocalisé au site dit « Ku cakane » situé à 4 km de cette ville. Les familles démunies indiquent qu'elles auront des difficultés à accéder à ce site. La société civile dénonce l'occupation illégale des espaces réservés aux cimetières et exige des enquêtes pour établir les responsabilités des uns et des autres.



La commune Rumonge délocalise un cimetière à 4km de la ville.

Le nouveau cimetière sera érigé à 4 km de la ville de Rumonge à la frontière de la commune de Rumonge et de celle de Buyengero à un endroit appelé « Ku cakane », fait savoir Jérémie Bizimana, administrateur de la commune de Rumonge.

Il indique que le cimetière qui se trouve dans le quartier Birimba de la ville de Rumonge est saturé à tel enseigne qu'on commence à déterrer des ossements humains lors des enterrements. Ce qui n'est pas digne pour la culture Burundaise et pour les familles des disparus.

## Une délocalisation imminente

L'urgence s'impose que le cimetière soit délocalisé et le processus de délocalisation est déjà avancé, car le conseil communal a déjà approuvé ce projet. Le terrain qui hébergera ce nouveau cimetière a été déjà identifié. Il ne reste qu'à verser des indemnités aux propriétaires des terres sur ce site poursuit l'administrateur de la commune de Rumonge.

Il demande la collaboration de la

population urbaine de Rumonge car, actuellement, ce cimetière est situé à quelques mètres des habitations, des écoles et d'un hôpital. Ce qui est inacceptable.

## « Les familles démunies se plaignent »

H.A, un chef de famille du quartier de Kanyenkoko soutient le projet de délocalisation du cimetière qui est aujourd'hui saturé, mais demande

au conseil communal de chercher un autre terrain tout près de la ville de Rumonge. Cela pour faciliter les familles démunies à transporter les corps des défunts. Cette opération se fait à l'aide des civières surélevées sur les épaules des transporteurs.

Les familles démunies n'ont pas les moyens de louer des véhicules pour transporter les corps sans vie des leurs. Elles auront beaucoup de peines à les transporter sur des civières

sur les épaules jusqu'à 4 km voire plus de la ville de Rumonge.

Ces familles demandent au conseil communal de Rumonge de surseoir à cette décision de déplacer ce cimetière à 4 km mais de chercher un autre terrain qui hébergerait ce cimetière près de la ville de Rumonge.

D'autres personnes demandent que ce site soit préalablement aménagé, notamment qu'on procède au traçage des pistes à l'intérieur de ce

site, à l'adduction d'eau et à la construction des tribunes où des gens pourront s'abriter contre la pluie ou le soleil.

## Une spoliation déguisée

Le représentant de l'Ong locale Parcem en province de Rumonge indique que sur certaines collines la population a des difficultés à enterrer les leurs, car certains terrains des cimetières ont été soit vendus, soit spoliés ou cédés à des tierces personnes pour d'autres fins par les autorités et les familles doivent parcourir de longues distances pour enterrer les leurs.

Il demande alors au conseil communal de diligenter rapidement une enquête en collaboration avec les associations engagées dans la bonne gouvernance pour que ces terrains qui étaient destinés à héberger des cimetières soient restitués à ces collines.

Il est inadmissible que des terres domaniales comme les terrains qui doivent héberger des cimetières soient cédés à des tierces personnes.

Les habitants sur certaines collines se lamentent que dans quelques années ils n'auront plus d'espace où enterrer les leurs alors que ces terrains existaient auparavant. Le conseil devrait normalement borner ces terrains en vue de les protéger contre des prédateurs.

Signalons qu'aujourd'hui la majorité des collines disposent de leurs propres cimetières, mais les élus, la société civile et l'administration devraient s'engager à protéger ces espaces publics combien importants.

F.N



# L'Est de la RDC face à l'inflation alimentaire

La ville d'Uvira vit une pire crise alimentaire. L'absence des commerçants Burundais, Tanzaniens et Zambiens dans différents marchés à Uvira est l'une des causes de la hausse exponentielle des prix des denrées alimentaires. Les importateurs évoquent les barrières non tarifaires et la surimposition des produits importés

Il s'observe ces derniers jours une hausse des prix des denrées alimentaires dans différents marchés de la ville d'Uvira située à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Les informations recueillies auprès des commerçants du marché central de cette ville et du marché transfrontalier de Maendeleo ce lundi 24 octobre 2022 révèlent une inflation alimentaire sans précédent.

Un sac de riz de 100 kg qui coûtait 58 USD en 2021 est actuellement vendu à 110 USD. Un sac de farine de maïs de 25 kg qui coûtait 15 USD revient actuellement à 20 USD. Et le sac de riz de 25 kg coûte 30 USD au lieu de 20 à 25 USD l'an dernier.

Les vendeuses des denrées alimentaires indiquent qu'un sac de frotins secs qui coûtait 100 à 120 USD se négocie actuellement entre 350 et 400 USD alors que le prix d'un sac de poissons fumés « Mikebuka » varie entre 450 et 500 USD.

## Les marchandises viennent à compte-gouttes

Ces informations ont été confirmées par Musobwa Muzama Norbert, préposé du marché Maendeleo. Selon lui, les pirogues motorisées en provenance de la Tanzanie et de la province voisine de Tanganyika ne sont plus visibles dans ce marché. Il ajoute que dans les années antérieures, la ville d'Uvira recevait 8 à 10 pirogues en provenance de la Tanzanie par mois. Ces derniers temps, deux à trois pirogues seulement y accostent.

Musobwa fait savoir que deux principales raisons sont à la base de la hausse des prix. Il parle de la crise mondiale causée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine et de la multiplicité des taxes au port de Kalundu.

## La diversité des taxes plombe les affaires

Pour lui, la présence de 13 à 15 services au port pénalise les importateurs. Ils préfèrent amener leurs marchandises à Baraka via le port de Mushimbakye, à Kalemie et en Zambie, mais aussi au Rwanda où le guichet unique facilite la circulation rapide des marchandises.

Sous couvert d'anonymat, un responsable d'une pirogue précise que les tanzaniens sont taxés 270 à 300 USD à chaque départ par pirogue au port de Kalundu. Et cela après avoir payé 30 USD de permis au service maritime. A chaque accostage, les pirogues paient le ser-



Les informations recueillies auprès des commerçants du marché central d'Uvira et du marché transfrontalier de Maendeleo révèlent une inflation alimentaire sans précédent.

vice de renseignement, une taxe appelée « ouverture de la bâche » pour 20 USD puis au bureau de l'armée, bureau mouvement, celui de la police des frontières, frais d'hygiène, etc.

Ce dernier souhaite que le gouvernement congolais instaure le système de guichet unique à l'instar de ses pays voisins.

## Une conséquence de l'interdiction des exportations

Une situation qui impacte le travail

des détaillants dans le marché central d'Uvira. Alphonse Ngaira, préposé dans ce marché pense, quant à lui, que le changement climatique serait également l'une des causes de cette hausse des prix. Au marché central d'Uvira, les prix des denrées alimentaires ne cessent de galoper. La mesure de farine de maïs est vendue à 800 Fc au lieu de 500 Fc.

Les petits commerçants dans la ville d'Uvira évoquent les difficultés d'importer certains produits comme la farine de manioc, le riz, le charbon ou le haricot à partir des pays voisins. C'est au niveau de la localité de Ruhagarika en province de Cibi-

toke que la police des frontières et les autorités burundaises bloquent l'exportation de ces produits vers la RDC. Suite à la pénurie criante des denrées alimentaires, le Burundi a interdit récemment l'exportation des denrées alimentaires pour protéger le marché intérieur.

Pour rappel, le gouvernement de la province de Tanganyika a suspendu, il y a quelques semaines l'exportation et l'importation du maïs dans sa ville.

Thomson Undji Batangalwa  
William

## SANTE

# Santé mentale : les chiffres inquiètent

L'insuffisance des structures spécialisées dans les soins de santé mentale et des spécialistes psychiatres sont les grands défis que connaît le Burundi en matière de santé mentale. Le pays ne compte que 5 médecins psychiatres et 4 centres spécialisés en santé mentale

Initialement prévue pour le 10 octobre, la journée mondiale de la santé mentale a été célébrée au Burundi mardi le 25 octobre 2022. Une occasion pour les décideurs de tirer la sonnette d'alarme

La santé mentale est un domaine qui n'est pas développé au Burundi. Le gros des efforts en matière sanitaire est prioritairement focalisé sur la santé physique, reconnaît Dr Alexis Ndereyimana, chef de service Santé Mentale au Programme National Intégré de Lutte contre les Maladies Chroniques et non Transmissibles (PNLMNT). L'Organisation Mondiale de la Santé estime qu'il n'y a pas de santé sans santé mentale

Les problèmes de santé mentale sont une réalité au Burundi. Les malades mentaux sont partout. Dans les rues de Bujumbura et dans d'autres villes du pays, dans les collines de l'intérieur du pays et j'en passe

## La pauvreté, une des causes

En 2019, le ministère en charge de la santé en Collaboration avec la coopération Suisse et l'ISTEEBU a mené une enquête de base du programme d'intégration de la santé mentale dans les services de santé



Le Burundi ne compte que 5 médecins psychiatres et 4 centres spécialisés en santé mentale.

primaire dans les provinces du pays dont la mairie de Bujumbura, Gitega, Ngozi et Rumonge. 2843 ménages ont été enquêtés.

Les résultats montrent que dans l'ensemble, le score moyen du bien-être psychologique du General Health Questionnaire (GHQ, un questionnaire d'auto-évaluation qui est utilisé comme un outil de dépistage du bien-être psychologique) est de 3 sur 12. Selon le seuil de 2+, 64,5% de la population manifeste un mal être psychologique tandis que sur le seuil de 4+, 47,5 % des enquêtés connaissent probablement un épisode de troubles plus sévères.

Plus de 6 personnes sur 10 enquêtées semblaient manifester une difficulté psychologique et plus de 4

personnes sur 10 présentaient des troubles psychologiques. 8,9% de la population souffrent de troubles anxieux. Les troubles anxieux comprennent une facette émotionnelle (inquiétude, peur, craintes, images effrayantes, etc.) et une facette somatique (muscles tendus, tremblements, battement du cœur, etc.).

4,4% de la population souffre de la psychose aiguë. 4,5% de la population ont souffert de la schizophrénie au cours de la semaine ayant précédé l'enquête.

La pauvreté extrême ou le chômage prolongé, les maladies chroniques, l'hérédité ou la génétique sont les trois principales sources des troubles mentaux selon la même étude.

## 5 médecins psychiatres spécialisés

La situation est ainsi au moment où le pays est confronté à de nombreux défis dont l'insuffisance des structures de soins de santé mentale et des spécialistes psychiatres. Selon les données du service Santé Mentale au PNLMNT, actuellement, le Burundi ne compte que 5 médecins psychiatres dont trois qui presentent au Centre Neuropsychiatrique de Kamenge (CNPK), 1 à l'Hôpital Militaire de Kamenge et 1 à Kira Hospital.

Encore plus, les structures spécialisées en prise en charge des malades mentaux font défaut. Trois centres publics sont disponibles, à savoir : le CNPK opérationnel depuis 1981

et ses deux sous-centres qui ont été mis en place à Gitega en 2011 et à Ngozi en 2014. Il existe également un centre privé se trouvant dans la province de Cibitoke.

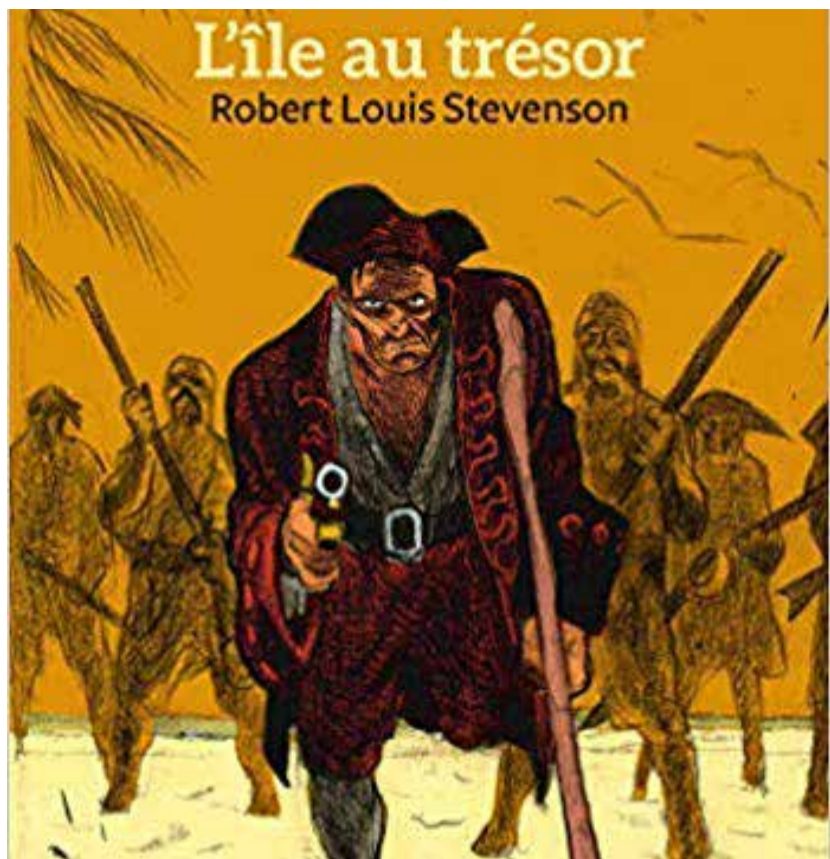
Dr Alexis Ndereyimana, chef de service Santé Mentale au PNLMNT ajoute que l'autre défi pour les malades mentaux est l'insuffisance et la cherté des médicaments des maladies mentales. Les recherches en matière de santé mentale sont aussi limitées.

## Quid des actions qui sont entrées d'être menées ?

Les directives d'intégration des soins de santé mentale dans le système national de santé sont en cours, informe Dr Alexis Ndereyimana. A ce niveau, pour faire face au manque de spécialistes en santé mentale, Dr Ndereyimana informe que des formations sont en cours pour les prestataires de santé de la base au sommet. Cela afin que des prestataires formés en santé mentale soient dans toutes les formations sanitaires du pays. Des médecins généralistes, des infirmiers, des techniciens de promotion de la santé, des agents de santé communautaire bénéficient des formations en la matière. En plus, grâce au soutien de la Coopération Suisse, des étudiants burundais ont bénéficié des bourses d'études à l'étranger pour poursuivre les études de psychiatrie.

Le chef de service Santé Mentale au PNLMNT propose le recrutement des psychologues et infirmiers psychiatres en milieu hospitalier.

Bruce Habarugira



## « L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

Ils causèrent un moment, et je compris que le docteur leur avait transmis ma requête, quoique aucun d'eux ne donnât le moindre signe d'inquiétude ou même d'étonnement ; car aussitôt le capitaine donna un ordre à Job Andersen, et le fifre appela tout le monde sur le pont.

« Mes enfants, dit le capitaine, la terre qui vient d'être signalée est le but de notre voyage. M. Trelawney, comme vous le savez, est la générosité même. Il vient de me demander si j'ai été content de vous au cours de la traversée, et comme je n'ai eu qu'à me louer de l'équipage, il a été convenu que nous boirions à votre santé, lui, le docteur et moi, et qu'en même temps vous boiriez à la nôtre une double ration de grog. Si vous me permettez de vous en dire mon avis, je trouve que c'est fort aimable de sa part. Et si vous partagez cette opinion, vous ne manquerez pas de donner une acclamation au gentleman qui vous régale. »

Naturellement, l'acclamation ne se fit pas attendre. Et tous ces hommes avaient l'air de la donner de si bon cœur, que j'en venais à me demander s'il était bien possible qu'ils eussent ourdi contre nous une trahison si noire.

« Un hurra pour le capitaine Smollett ! » proposa John Silver quand le tumulte se fut apaisé.

Celui-là aussi fut poussé avec enthousiasme. Après quoi, les trois gentlemen descendirent au salon ; et bientôt après je reçus l'ordre de les rejoindre.

Sur la table, autour de laquelle ils avaient pris place, se trouvaient une bouteille de vin d'Espagne et une assiette de raisins secs. Le docteur fumait, sa perruque posée sur ses genoux : je savais que c'était chez lui le signe d'une grande perturbation. La fenêtre de poupe était ouverte, car il faisait très chaud, et l'on voyait la lune se mirer dans le sillage du navire.

« Voyons, Hawkins, ce que vous avez à nous dire, commença M. Trelawney. Nous vous écoutons. »

Je racontai alors, aussi brièvement que possible, ce qui m'était arrivé et la conversation que j'avais surprise. Pas un de mes trois auditeurs ne m'interrompit par une parole ou même par un geste ; mais leurs yeux

restèrent tout le temps fixés sur mon visage. Quand j'eus fini :

« Jim, assieds-toi là », me dit le docteur.

Il me fit prendre un siège auprès de lui, me versa un verre de vin, me donna une poignée de raisins. Puis tous trois, avec un grand salut, burent gravement à ma santé, pour le service que je venais de leur rendre, pour l'heureux hasard qui m'avait favorisé, et pour le courage dont j'avais fait preuve.

« Capitaine, dit alors le squire, vous aviez raison et j'avais tort. Je reconnais que je suis un âne bête, et j'attends vos ordres.

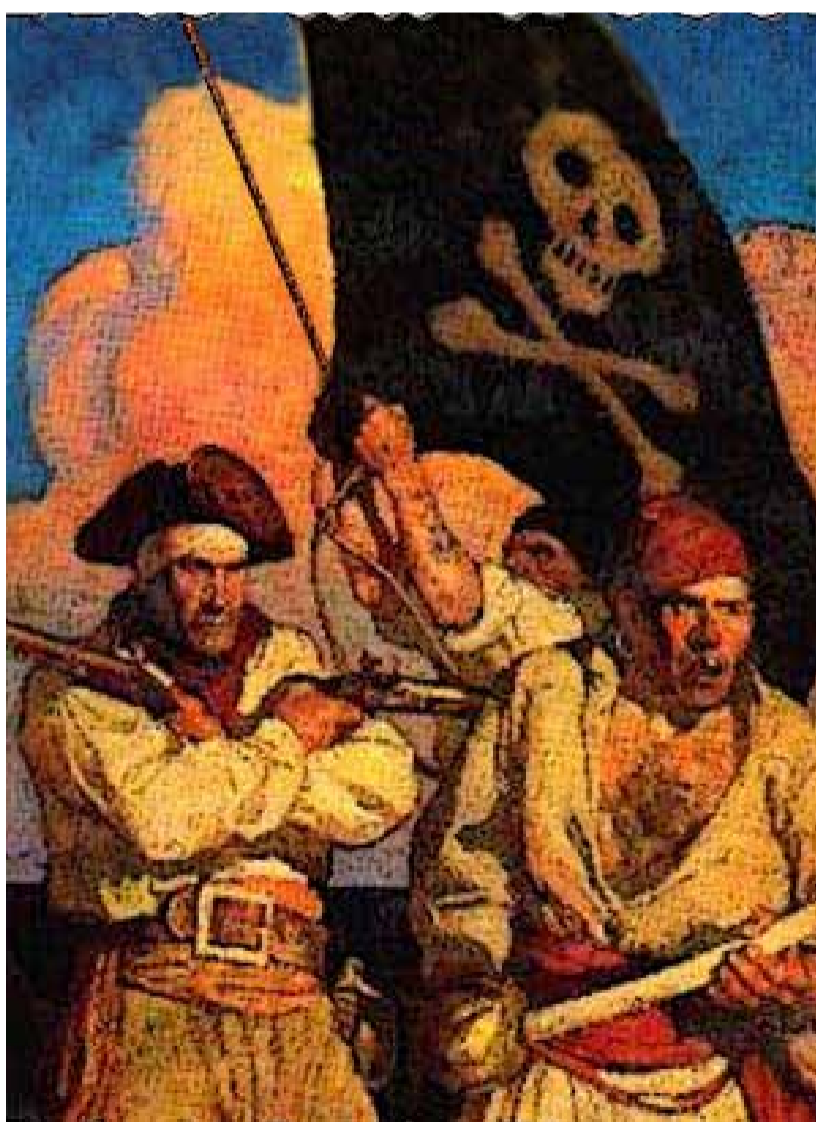
– Pas plus âne que moi, monsieur, répliqua le capitaine. Jusqu'à ce soir, je n'avais jamais entendu parler d'un équipage complotant de se révolter qui ne laissât pas percer ses projets d'une manière ou d'une autre. Mais celui-ci me confond : je n'y comprends rien !

– Permettez, capitaine, l'explication est fort simple, dit le docteur. C'est John Silver qui a tout fait. Et John Silver, ne vous y trompez pas, est un homme remarquable.

– Il ferait surtout remarquablement bien au bout de la grande vergue, pendu par le cou, reprit le capitaine. Mais nous bavardons, et cela ne mène à rien. Analysons la situation, cela vaudra mieux, n'est-il pas vrai, monsieur Trelawney ?

– Monsieur, vous êtes notre commandant : c'est à vous de parler ! dit le squire d'un air magnanime.

– Je parle donc... Il me semble que trois ou quatre points se dégagent du récit de Jim. Le premier, c'est qu'il faut aller de l'avant : si je donnais l'ordre de virer de bord, les gaisards se révolteraient sur l'heure. Le second, c'est que nous avons du temps devant nous : au moins jusqu'à ce que le trésor ait été trouvé. Le troisième, c'est que quelques-uns des hommes sont encore avec nous... Or, nous ne devons pas nous le dissimuler : tôt ou tard, il faudra en venir aux coups. Je propose donc de prendre, comme on dit, l'occasion aux cheveux, et de tomber sur les mécréants au premier moment favorable, quand ils s'y attendront le moins. Nous pouvons, je pense, compter sur vos domestiques, monsieur Trelawney ?



– Comme sur moi-même, répondit le squire.

– Cela fait déjà trois. Avec nous quatre, en comptant Hawkins comme un homme, cela fait sept. Quant aux autres fidèles...

– Ce sont probablement les hommes directement engagés par Trelawney avant qu'il eût rien à faire avec John Silver, fit remarquer le docteur.

– Hélas ! dit le squire, Hands était de ceux-là.

– Moi aussi, j'aurais pensé pouvoir me fier à Hands, déclara le capitaine.

– Quand je pense que ces misérables sont Anglais, il me prend des envies de faire sauter le navire ! s'écria M. Trelawney.

– Bref, messieurs, reprit le capitaine, la situation n'a rien de gai. Le mieux que nous puissions faire est de nous tenir sur nos gardes et d'attendre l'occasion. Ce n'est pas amusant, je le sais. On aimerait mieux en venir tout de suite aux mains. Mais ce serait folie tant que nous ne saurons pas exactement quelles sont nos forces. Donc, mettons en panne et guettons le vent, voilà mon avis.

– Jim peut nous être plus utile que personne, dit le docteur. Les hommes ne se méfient pas de lui et il est fin comme l'ambre.

– Hawkins, j'ai en vous une confiance prodigieuse », ajouta le squire.

Si flatteuse qu'elle fût, cette confiance me semblait bien peu justifiée, à moi qui me sentais si jeune et sans expérience. Et pourtant un singulier concours de circonstances devait véritablement faire de moi l'artisan du salut commun.

En attendant, nous avions beau compter, nous n'étions sûrs que de sept hommes sur vingt-six ; et, sur les sept, il y avait un enfant ; de sorte qu'en réalité notre parti se composait de six hommes faits contre dix-neuf.

**La suite de "L'île au trésor" ...à lire la semaine prochaine.**

Sélection de programmes de télévision

lundi 31 octobre 2022 à 21h10



**Mag: Ragnar, le Viking qui a terrorisé Paris**

Genre : Historique  
Durée : 110 mn  
Présenté par : Stéphane Bern  
Nationalité : France

Dans ce numéro inédit de «Secrets d'histoire», Stéphane Bern nous emmène en Norvège, sur les rivages du N r yfjord, considéré comme l'un des plus beaux fjords au monde et classé au patrimoine mondial de l'Unesco. C'est ici, dans les pays scandinaves, que tout commence pour les Vikings...

mardi 01 novembre 2022 à 20h45



**Doc: Polynésie : un goût de paradis**

Genre : Découverte  
Durée : 95 mn  
Réalisateur : Vincent Chaffard  
Présenté par : Tiga  
Nationalité : France

La Polynésie française n'est pas qu'une destination touristique, c'est aussi un territoire authentique. Ses îles dispersées au milieu de l'océan Pacifique s'étalent sur une zone aussi vaste que celle de l'Europe. Malgré les distances qui séparent toutes les îles, les Polynésiens restent tous unis...

mercredi 02 novembre 2022 à 20h55



**Film: Match Point**

Genre : Drame  
Durée : 130 mn  
Réalisateur : Woody Allen  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2005

Chris Wilton est un jeune et séduisant professeur de tennis. Embauché pour donner des leçons dans une riche famille anglaise, les Hewett, Chris va découvrir les moeurs de gens de la haute société et tomber amoureux de deux femmes : Chloe, la fille de ses employeurs, et Nola...

jeudi 03 novembre 2022 à 20h35



**Doc: Instants sauvages**

Genre : Animalier  
Durée : 55 mn  
Réalisateur : Andrea Pfuhl  
Nationalité : Allemagne

Le Karnataka, dans le sud de l'Inde, est le territoire de l'ours Baloo du «Livre de la jungle». Ivo Nörenberg et Oliver Goetzl ont pour mission de filmer ce héros paresseux dans son habitat naturel. Cependant, le terrain accidenté fournit à l'animal d'innombrables cachettes...

vendredi 04 novembre 2022 à 20h50



**Film: Match retour**

Genre : Comédie  
Durée : 110 mn  
Réalisateur : Peter Segal  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2013

Henry «Razor» Sharp et Billy «The Kid» McDonnen, deux boxeurs de Pittsburgh sont propulsés sous le feu des projecteurs grâce à leur rivalité ancestrale. Chacun a eu l'occasion de battre son adversaire à l'époque de sa gloire, mais en 1983, alors qu'ils s'apprêtaient à disputer un troisième...

samedi 05 novembre 2022 à 20h55



**Film: Mad Max : Au-delà du dôme du tonnerre**

Genre : Science-fiction  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : George Miller  
Nationalité : Australie  
Année : 1985

Après la destruction de la civilisation, c'est dans le désert que naît une nouvelle société, amalgame de primitivisme et des vestiges de la technologie moderne. Bartertown est une ville marchande où tout se négocie, de la gorgée d'eau à la vie humaine. Au centre de la ville, on trouve ...

dimanche 06 novembre 2022 à 20h50



**Film: Serenity : l'ultime rébellion**

Genre : Science-fiction  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : Joss Whedon  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2004

Le capitaine Malcolm Reynolds est un vétéran endurci, qui eut jadis le tort de choisir le mauvais camp dans la guerre galactique. Les armes se sont tuées, l'ordre règne sous l'autorité de l'Alliance, et Malcolm le rebelle s'est lancé dans de nouvelles aventures aux commandes du vaisseau Serenity...

Proverbes

« La dernière goutte est celle qui fait déborder le vase »

Trop, c'est trop ! La patience a ses limites, et face à une personne qui ne sait pas s'arrêter, on finit par craquer.

« Il faut enfiler lentement l'aiguille dont le chas est petit »

Ce proverbe signifie qu'il faut être patient quand on enseigne à des enfants. Ce proverbe français de Geruzez est une vérité "La clarté est la politesse des professeurs" .

« Amour de soi nous déçoit »

Un proverbe qui exprime l'égoïsme. Il était utilisé, au XVIIe siècle, quand on parlait d'une personne égoïste ou d'un individu qui ne pensait qu'à lui seul.

« On n'acquiert pas la renommée sur un lit de plumes »

Dans la vie, on a rien sans effort ! C'est pas en restant couché ou en se dorant la pilule au soleil, que l'on va construire son avenir et se faire un nom.

«Selon ta bourse nourrit ta bouche»

Ne vivez pas au-dessus de vos moyens ! Cet ancien proverbe était utilisé dans le sens du paraître. C'est-à-dire, des gens qui se prennent pour ceux qu'ils ne sont pas.

«Chacun sait où le soulier le blesse»

Ce proverbe s'utilise pour justifier une séparation ou un divorce incompris par ses proches.

« Pour faire taire autrui, commence par te taire »

Ce proverbe est une sagesse et un conseil à la fois. Lors d'une dispute, si vous souhaitez y mettre un terme, commencez vous-même par vous taire.

« L'esprit souffle où il veut »

Ce proverbe religieux signifie que Dieu accorde sa grâce à qui lui plaît.

« Bons nageurs sont à la fin noyés »

Ne sous-estimez pas un danger et restez prudent. Une trop grande confiance en soi peut être fatale, même si vous jugez être un expert en la matière.

« Il ne faut pas se moquer des chiens avant d'être sorti du village »

Ce proverbe est un conseil sur le danger. Mieux vaut se mettre à l'abri du danger avant de s'en moquer, d'en rire ou de se croire en sécurité.

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTELEMENT

- 1. Femelle du marcassin • Dérober • 2. Piquant au goût ou à l'odorat (pl.) • Mesure chinoise • 3. Pas là • « 90 » en chiffres romains • 4. Amas • Barre qui sert à soulever des fardeaux • 5. Deux lettres de « lit » • 6. Couleur verte • Voyelle double • 7. Symbole de l'argon • Café • Année • 8. Bateau de plaisance • Certaine • 9. Coutume • Finale de verbe • 10. Mammifère australien

VERTICALEMENT

- 1. La vache nous en donne • Canot • 2. Prit pour lui • 3. Partie de l'œil • 4. Voyelle double • 3,14 • 5. ... et poivre • « Bout » dans le désordre • 6. Forme du verbe « savoir » • 7. Ils donnent les olives • 8. Permis • 9. Parole de bébé • 10. Faire entendre des ronronnements

Mots croisés : Solution du numéro précédent

B	L	E	U	E	T	S	*	*	R
A	*	P	O	T	*	A	C	R	O
R	O	I	*	N	*	B	*	A	S
Q	*	N	*	A	R	R	E	T	S
U	N	E	S		E	M	O	I	
E	*	*	A		S	A	N	G	
T	R	O	M	P	E	*	N	*	N
T	R	O	U	*	B	R	A	V	O
E	*	*	*	*	R	*	N	I	L
S	P	A	G	H	E	T	T	I	S

# Votre Entreprise Bien en vue en 365 jours par an



**SIÈGE:**

📍 Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'Ex-BINUB  
☎ Fixe : +257 22 27 59 44  
☎ Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

**AGENCE :**

📍 Rohero II, Avenue Moso, No 23  
☎ Fixe : +257 22 27 59 44  
☎ Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

**SPORT**

## Football : Coup de projecteur sur les joueurs internationaux

Les formations en football et les académies de football mises en place au cours des 15 dernières années ont dompté les jeunes talents. En conséquence, comme l'herbe est plus verte ailleurs, les meilleurs jeunes joueurs ont pu s'exporter pour prêter dans d'autres pays. Certains d'entre eux brillent toujours

L'académie Le Messenger et le club Aigle Noir sont les plus visibles sur le marché des transferts internationaux. Mais ce ne sont que les « Fighters » qui se montrent beaucoup plus dynamiques dans les transferts internationaux des meilleurs talents.

**Voyons quelques exemples**

En août 2017, l'académie Le Messenger a officialisé le transfert de deux joueurs vers le club zambien de ZESCO United: Dieudonné Ntibahezwa et Enock Sabumukama. Le montant du transfert était évalué à 40 000 dollars, soit 20 000 dollars pour chaque joueur. En 2018, l'attaquant d'Aigle Noir et meilleur buteur de Primus League (avec 29 réalisations) pour la saison 2017-2018, Bienvenue Shaka, s'est engagé avec le club tunisien Etoile du Sahel. Après avoir joué pour plusieurs équipes dont Union Sportive de Tataouine (Tunisie) ou encore AFC Leopards (Kenya), aujourd'hui Shaka est revenu dans Aigle Noir où tout a commencé.

En janvier 2019, une autre pépite d'Aigle Noir a quitté les « Fighters » pour s'engager avec le club tchèque de MFK Vyškov jusqu'aujourd'hui. Le joueur en question est Bienvenue Kanakimana. Depuis lors, il a été prêté à plusieurs clubs dont Atlanta United 2 (USA), Switchbacks FC (USA), FC Pinzgau Saalfelden (Autriche), etc.

Ce n'est pas tout. En janvier 2021,



Le joueur burundais évoluant à Istanbul Başakşehir, Youssef Ndayishimiye, a été classé dans «Le 11 africain de la semaine» du 11 au 18 octobre de TV5 Monde.

Jospin Nshimirimana quitte Aigle Noir pour le club turc de Yeni Malatyaspor. En plus de M. Nshimirimana, depuis février 2021, le défenseur Youssef Ndayishimiye quitte les « Fighters » pour s'engager avec Istanbul Başakşehir (Turquie).

La liste des joueurs formés dans les académies ou les clubs locaux et qui sont en train de briller à l'étranger dans leurs équipes d'adaptation respectives n'est pas exhaustive. Bonfils-Caleb Bimenyimana qui évolue actuellement dans la formation de

Kaizer Chiefs en Afrique du Sud en est un autre exemple parmi tant d'autres.

**Récapitulatif sur les récentes performances de quelques internationaux burundais**

Dans l'émission de TV5 Monde intitulé « Le 11 africain de la semaine » du 11 au 18 octobre 2022, Youssef Ndayishimiye, l'international burundais et défenseur central de

Başakşehir a été choisi parmi les meilleurs joueurs africains de cette semaine à côté des autres stars africaines notamment Sadio Mané, Mohamed Salah et André Onana. Il a été choisi grâce aux performances qu'il a affichées dans le match que son équipe disputait contre Istanbulspor dimanche le 16 octobre 2022. Ce jour-là, la pépite burundaise s'est offert un doublé: les seuls buts inscrits au cours de cette rencontre.

En Zambie, Enock Sabumukama a été désigné homme du match de la rencontre entre son actuel club de Napsa Stars FC et Kabwe Warriors samedi le 22 octobre 2022. Le jeune burundais a inscrit le but unique qui a donné la victoire à son équipe.

Seul bémol, le joueur burundais de Kaizer Chiefs, Bonfils-Caleb Bimenyimana a subi dimanche le 23 octobre 2022 une blessure qui pourrait le mettre hors du terrain pendant plusieurs semaines. C'était dans le match qui l'opposait à AmaZulu FC. Cela survient alors qu'il est parmi les trois meilleurs buteurs de DStv Premiership avec six buts déjà inscrits.

L'évidence est que le Burundi regorge de beaucoup de talents sportifs. Chaque fois qu'une occasion se présente, les jeunes talents burundais montrent ce dont ils sont capables où qu'ils soient dans le monde.

Gilbert Nkurunziza